

Quelques honorables SENATEURS: Continuez.

L'honorable M. CASGRAIN: Honorables messieurs, vous pouvez répondre si vous le désirez. Que je ne vous en empêche pas; le Gouverneur n'est pas encore à la porte; il y a du temps.

L'honorable M. BRADBURY: Nous n'avons pas encore fini.

L'honorable M. CASGRAIN: Si les honorables messieurs qui ont moins d'affection pour la banque du Commerce que sir Byron Walker, sir Joseph Flavelle, sir Thomas White—ils sont tous faits chevaliers aujourd'hui—si ces honorables messieurs pensent qu'il est inutile de changer ce gouvernement, et croient que tout autre gouvernement ferait la même chose, je leur dirai que nul gouvernement ne peut changer aussi vite que les officiers de la banque du Commerce. Jusqu'à la dernière minute, ils furent les pilliers du gouvernement d'Ontario, et lorsqu'il y eut changement de gouvernement, il semble que ces messieurs étaient déjà venus ici et avaient dicté leurs conditions. Vous connaissez le vieux dicton; si l'honorable sénateur de King et Albert est ici, il s'en souviendra—il vient de lui—"Cox ne sait pas attendre". Ce fut le langage de ces messieurs de la banque du Commerce. Dans ce temps-là, mon honorable ami appuyait le gouvernement—"Cox ne sait pas attendre". Il est aussi une autre phrase fameuse: "Ce gouvernement est influencé par les femmes, le vin et l'agiotage." Nous nous souvenons tous de ces mots; ils étaient superbes. Si j'avais aujourd'hui l'intention de paraphraser ces paroles, je ne pourrais rien dire en présence des dames. Quant à la question du vin, c'est chose du passé; nous avons la prohibition et je ne bois plus que de l'eau. Tout ce qui reste, c'est l'agiotage, l'agiotage. Je crains donc que le pays ne soit dans une très mauvaise situation.

Nous faisons face à un déficit; le chômage prend des proportions alarmantes. Hier soir, je lisais dans le *Montreal Star*—un bon journal conservateur, publié par lord Atholstan, qui en est le propriétaire, et qui est aussi un des meilleurs partisans et un des créateurs de ce gouvernement—que le peuple mourait actuellement de faim dans la ville de Montréal, et ce, au commencement du mois de juin, et que les docteurs qui avaient examiné plusieurs individus et leurs familles, à la suite d'un hiver rigoureux, avaient trouvé qu'à cause du manque

de nourriture, ces hommes n'étaient pas en état de travailler quand bien même ils trouveraient de l'emploi aujourd'hui. Voilà la situation à Montréal; et pendant ce temps-là, des millions sont dépensés follement et sans prudence.

Le gouvernement a déclaré qu'il allait changer l'administration de ces chemins de fer, mais de fait nous n'avons pas eu même la promesse d'un changement, et qu'est-il arrivé? Les honorables sénateurs savent tous que le ministre des Finances a admis un déficit de \$70,000,000. Il y a beaucoup plus que cela, mais si l'on s'en tient à ses propres chiffres, le déficit est de \$5,000 par mille—plus que le revenu total du Pacifique-Canadien alors que cette compagnie payait 10 pour cent sur son stock, il y a quelques années. Je dois dire que ce déficit me semble mystérieux, et il faudra l'expliquer tôt ou tard. Il est impossible qu'un chemin de fer soit administré honnêtement et accuse un tel déficit. Prenez par exemple la ville de Saskatoon, où le Pacifique-Canadien a 60 pour cent du trafic et le chemin de fer national 40 pour cent; supposez, afin de rendre la chose claire pour tout le monde, qu'il y ait mille wagons; le Pacifique-Canadien en manœuvre 600 et le Grand-Tronc 400 seulement. Le Pacifique-Canadien fait tout le travail requis par ces 600 wagons avec deux locomotives pour la manœuvre de wagons, tandis que la magnifique administration des chemins de fer du gouvernement en emploie 17 avec 17 équipes, et cela pour faire 40 pour cent du travail contre 60 pour cent exécuté par le Pacifique-Canadien avec deux locomotives pour la manœuvre de wagons. Je vois les représentants du Nord-Ouest, déclarer aujourd'hui qu'ils sont en faveur de la nationalisation des chemins de fer. Je leur ai dit—il y a de cela plusieurs sessions—"Vous désirez l'étatisation des chemins de fer. Soit! Mais ne venez pas ensuite vous plaindre de ce que les taux seront trop élevés". Vous êtes servis à souhait, vous aurez l'administration par le gouvernement, et vous payez en conséquence. Je le regrette pour vous, mais je n'y puis rien et vous êtes les seuls blâmables. La position est actuellement très pénible en vérité; et, ce qui est plus triste, c'est que mes honorables amis de l'autre côté de la Chambre n'ont pas un mot de justification à l'égard de ce budget et de ces crédits scandaleux—pas un mot. S'ils pouvaient au moins nous renvoyer chez nous avec un mot de consolation, ne fût-ce que l'espoir de les voir mieux faire à l'avenir;